

Maîtriser les prix, planifier l'avenir

10 propositions du LSAP pour une politique énergétique responsable et sociale

Pour de nombreux ménages, ce fut la mauvaise surprise début février : la facture d'électricité de janvier, avec des hausses parfois spectaculaires.

Cette augmentation arbitraire résulte d'une politique énergétique hasardeuse menée par le gouvernement. Si la baisse du plafonnement des prix de l'énergie constitue le principal facteur de cette hausse, les nouvelles règles concernant les frais de réseau changent la donne pour les familles ayant investi dans une pompe à chaleur ou une voiture électrique. Ayant misé sur la durabilité, ces ménages se retrouvent aujourd'hui démunis à la réception de leur facture.

Le gouvernement avait promis un pouvoir d'achat renforcé, mais l'addition ne colle plus, notamment à cause de la hausse des prix de l'énergie qui alimente, en outre, l'inflation.

Faute d'une stratégie énergétique claire, le gouvernement ne fait pas seulement régner la confusion : il met également en péril les progrès réalisés en matière de transition énergétique.

Nous voulons une politique qui embarque les citoyens dans la transition énergétique, au lieu de les décourager et de les pénaliser, comme c'est le cas actuellement ! Pour cela, nous demandons une révision du système de subventions, d'aides et de primes, afin que les énergies renouvelables restent attractives et accessibles à tous.

C'est pourquoi nous avons formulé **10 propositions pour une politique énergétique responsable et sociale** qui maîtrise les prix et planifie l'avenir. Une politique énergétique responsable ne peut se limiter à une simple politique tarifaire : elle doit s'appuyer sur une vision globale et cohérente !

1. Réintroduction du plafonnement des prix de l'énergie

Le plafonnement des prix de l'énergie doit être entièrement rétabli, comme ce fut le cas jusqu'en décembre 2024, pour neutraliser les hausses massives des prix actuelles. À la fin de cette année, la situation devra être analysée avant de prendre une décision sur la suite à donner au principe de plafonnement.

2. Augmentation du plafond de revenu pour les primes énergétiques

Le plafond d'éligibilité aux primes énergétiques doit être relevé, passant d'environ 3 300 € de revenus mensuels à environ 6 600 € par mois (2,5 fois le salaire minimum).

3. Définition et mesure de la précarité énergétique

La précarité énergétique doit être définie et mesurée afin de pouvoir mettre en place une politique de subventions efficace et de lutter contre la pauvreté. Il existe des modèles à l'étranger dont on peut s'inspirer. En Écosse par exemple, la norme considère qu'il y a précarité énergétique lorsqu'un ménage consacre plus de 10 % du revenu restant, après déduction des coûts de logement (loyer ou prêt) et des aides sociales (allocations familiales, etc.), à l'approvisionnement énergétique de son logement.

4. Élaboration et mise en œuvre du « Plan social climat »

Le « Plan social Climat », tel que prévu dans le PNEC, doit enfin être finalisé pour garantir

un système de compensation sociale permettant à tout un chacun de participer à la transition énergétique.

5. Garantie de prix de l'électricité stables et abordables

Une garantie de prix stables et abordables pour l'électricité doit être mise en place afin d'offrir aux ménages et petites entreprises une sécurité de planification pour leurs investissements dans la transition énergétique. Les entreprises du secteur Horeca ne doivent plus être désavantagées par des prix de l'électricité plus élevés durant leurs heures de pointe. Il en va de même pour les propriétaires de voitures électriques sans possibilité de recharge à domicile : ils ne doivent pas être pénalisés par des tarifs plus élevés aux bornes de recharge publiques. De plus, les fournisseurs achètent, de manière générale, leur énergie à l'avance - souvent même avec plus d'un an à l'avance -, ce qui devrait leur procurer une marge de manœuvre suffisante pour maintenir les prix finaux, c'est-à-dire ceux payés par le consommateur, à un niveau stable et abordable.

6. Les énergies renouvelables toujours moins chères que l'énergie nucléaire et fossile

Une garantie obligatoire pour que les énergies renouvelables soient toujours moins chères à la consommation que l'énergie nucléaire et les énergies fossiles. Ainsi, la subvention des installations photovoltaïques doit rester maintenue à 62,5 %, comme ce fut déjà le cas sous le gouvernement précédent.

7. Réinvestissement des bénéfices de Creos et Encevo dans le réseau électrique

En tant qu'entreprises directement ou indirectement détenues par l'État, Creos (gestionnaire du réseau) et Encevo (maison mère de Creos) devraient réinvestir leurs bénéfices dans l'avenir du réseau électrique, au lieu d'en distribuer une grande partie sous forme de dividendes à leurs actionnaires (2023 : Creos 19,9 Mio € ; Encevo 72,7 Mio €). Cet investissement au-delà des fonds prévus garantirait un réseau durable répondant à une forte croissance de la demande et rendrait simultanément les prix plus abordables pour les consommateurs.

8. Investissements dans les nouvelles technologies et la recherche

Il faut investir de manière conséquente dans les nouvelles technologies et la recherche, notamment dans le stockage de l'énergie, par exemple avec des batteries non polluantes ou l'hydrogène.

9. Informations claires et transparentes sur la politique énergétique

Une information claire et transparente sur la politique énergétique, compréhensible et accessible à tous, est essentielle : une liste centralisée des subventions et aides disponibles, des démarches simplifiées pour en bénéficier et une communication proactive en cas de changements. C'est ainsi que nous pourrions accompagner la population vers la transition énergétique

10. Rôle exemplaire de l'État dans la transition énergétique

L'État doit montrer l'exemple dans la transition énergétique : tous les bâtiments publics

doivent être rénovés sur le plan énergétique et équipés de panneaux solaires lorsque cela est possible.

LSAP, 26 février 2025

Preise im Griff behalten, die Zukunft planen

10 Vorschläge der LSAP für eine verantwortungsvolle und soziale Energiepolitik

Für viele Haushalte war es Anfang Februar eine böse Überraschung: Die Stromrechnung für Januar brachte teils drastische Erhöhungen mit sich.

Diese willkürliche Erhöhung ist das Ergebnis einer lückenhaften Energiepolitik der Regierung. Während die Senkung des Preisdeckels der Hauptgrund für diese Teuerung, die jeder spüren wird, ist, verändern die neuen Regelungen zu Netzentgelten die Situation für Familien, die in eine Wärmepumpe oder ein Elektroauto investiert haben. Diese Haushalte, die auf Nachhaltigkeit gesetzt haben, stehen nun ratlos vor drastischen Preiserhöhungen.

Die Regierung hatte eine Stärkung der Kaufkraft versprochen, doch dieses Versprechen ist hinfällig aufgrund der steigenden Energiepreise, die zusätzlich die Inflation antreiben.

Mangels einer klaren Energiestrategie herrscht deshalb nicht nur Verwirrung bei den Verbrauchern, sondern auch die Fortschritte der Energiewende sind mittlerweile gefährdet.

Wir fordern deshalb eine Politik, die die Bürgerinnen und Bürger in die Energiewende einbindet, anstatt sie - wie derzeit - zu entmutigen und zu bestrafen! Dafür muss das System der Subventionen, Beihilfen und Prämien überarbeitet werden, damit erneuerbare Energien attraktiv und für alle zugänglich bleiben.

Aus diesem Grund haben wir **10 Vorschläge für eine verantwortungsvolle und soziale Energiepolitik** formuliert, die die Preise im Griff behält und die Zukunft plant. Denn eine verantwortungsvolle Energiepolitik darf sich nicht auf eine reine Tarifpolitik beschränken: Sie muss auf einer ganzheitlichen und kohärenten Vision beruhen!

1. Wiedereinführung des Energiedeckels

Die Preisobergrenze für Energie muss wieder gänzlich greifen - wie es bis Dezember 2024 der Fall war -, um die derzeitigen massiven Preissteigerungen abzufedern. Am Ende dieses Jahres sollte die Situation analysiert werden, bevor über die Zukunft der Preisdeckelung entschieden wird.

2. Anhebung der Einkommensgrenze für Energieprämien

Die Einkommensgrenze für den Erhalt von Energieprämien muss von derzeit etwa 3.300 € monatlich auf rund 6.600 € pro Monat (das 2,5-fache des Mindestlohns) angehoben werden.

3. Definition und Messung von Energiearmut

Energiearmut muss definiert und gemessen werden, um eine wirksame Subventionspolitik umzusetzen und Armut zu bekämpfen. Hier können Vorbilder aus dem Ausland als Orientierung dienen. In Schottland zum Beispiel gilt ein Haushalt als von Energiearmut betroffen, wenn er mehr als 10 % seines verfügbaren Einkommens - nach Abzug der Wohnkosten (Miete oder Kredit) und sozialer Leistungen (z. B. Kindergeld) - für die Energieversorgung aufwenden muss.

4. Ausarbeitung und Umsetzung des „Sozialen Klimaplan“

Der im PNEC vorgesehene „Soziale Klimaplan“ muss endlich finalisiert werden, um ein System sozialer Ausgleichszahlungen zu gewährleisten, das allen Menschen die Teilnahme an der Energiewende ermöglicht.

5. Garantie stabiler und erschwinglicher Strompreise

Es muss eine Garantie für stabile und erschwingliche Strompreise geben, damit Haushalte sowie kleinere Betriebe ihre Investitionen in die Energiewende verlässlich planen können. Auch dürfen Betriebe aus dem Horeca-Bereich nicht länger benachteiligt werden, indem der Strompreis während ihrer Hauptbetriebszeiten teurer ist. Ebenso darf es für Elektroautobesitzer ohne eigene Lademöglichkeit zuhause keinen Nachteil bedeuten, dass sie an öffentlichen Ladestationen höhere Stromtarife zahlen müssen. Außerdem kaufen Energieversorger ihren Strom in der Regel im Voraus - oft mehr als ein Jahr im Voraus -, was ihnen genügend Spielraum geben sollte, um die Endpreise für die Verbraucher stabil und bezahlbar zu halten.

6. Erneuerbare Energien müssen günstiger sein als Atom- und fossile Energien

Eine verpflichtende Garantie muss sicherstellen, dass erneuerbare Energien für die Verbraucher stets günstiger sind als Atomenergie und fossile Brennstoffe. Daher soll die Subventionierung von Photovoltaikanlagen weiterhin bei 62,5 % bleiben, wie es bereits unter der vorherigen Regierung der Fall war.

7. Reinvestition der Gewinne von Creos und Encevo in das Stromnetz

Creos (Netzbetreiber) und Encevo (Muttersgesellschaft von Creos) - beides Unternehmen, die direkt oder indirekt vom Staat gehalten werden - sollten ihre Gewinne in die Zukunft des Stromnetzes reinvestieren, anstatt einen Großteil davon als Dividenden an die Aktionäre auszuschütten (2023: Creos 19,9 Mio. €; Encevo 72,7 Mio. €). Diese Investitionen, die über die vorgesehenen Mittel hinausgehen, würden ein nachhaltiges Netz garantieren, das einer stark wachsenden Nachfrage gerecht wird, und gleichzeitig die Preise für die Verbraucher senken.

8. Investitionen in neue Technologien und Forschung

Es muss verstärkt in neue Technologien und Forschung investiert werden - insbesondere in die Energiespeicherung, z. B. durch umweltfreundliche Batterien oder Wasserstoff.

9. Klare und transparente Informationen über die Energiepolitik

Eine klare und verständliche Information über die Energiepolitik, die für alle zugänglich ist, ist essenziell. Dazu gehören eine zentrale Übersicht über alle verfügbaren Subventionen und Beihilfen, vereinfachte Verfahren für deren Beantragung und eine proaktive Kommunikation bei Änderungen. Auf diese Weise kann die Bevölkerung auf dem Weg zur Energiewende mitgenommen werden.

10. Vorbildfunktion des Staates in der Energiewende

Der Staat muss bei der Energiewende mit gutem Beispiel vorangehen: Alle öffentlichen Gebäude sollen energetisch saniert und, sofern möglich, mit Solarpanels ausgestattet werden.

LSAP, 26. Februar 2025